



HAL
open science

Les échéances démocratiques en Ukraine : une société entre les réformes et la guerre

Annie Daubenton

► **To cite this version:**

Annie Daubenton. Les échéances démocratiques en Ukraine : une société entre les réformes et la guerre. Les Études du CERI, 2019, 241-242, pp.24 - 30. hal-03393390

HAL Id: hal-03393390

<https://sciencespo.hal.science/hal-03393390>

Submitted on 21 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les échéances démocratiques en Ukraine : une société entre les réformes et la guerre *par Annie Daubenton*

Si lors des élections ukrainiennes de 2014 le changement de gouvernement s'est effectué sous la poussée conjuguée de la « révolution de la dignité » et du double conflit avec la Russie au sud et à l'est du pays, les campagnes électorales et les scrutins présidentiel et législatif de 2019 ont l'intérêt, mais aussi la rudesse, d'un bilan d'étape. Ils constituent une évaluation *in vivo* – la première en quatre ans – de l'administration actuelle. La sévérité n'en est donc pas exclue : le conflit ne s'est pas éteint à l'Est, la Crimée est toujours occupée, les hésitations ou les blocages dans les réformes, malgré des avancées, sont retenues à charge contre le pouvoir. L'étape correspond d'ailleurs autant à une évaluation du changement de régime qu'au strict mandat du président Porochenko, et revêt de ce point de vue une double signification.

Crise de confiance

La société a été profondément impactée par le conflit et par la crise qui s'est ensuivie. Menaces et instabilité sont désormais le quotidien des Ukrainiens, avec l'arrivée des déplacés de l'Est et de la Crimée et le durcissement de la compétition économique. La population fait le compte de ses désillusions, sans remettre en cause pour autant l'essentiel : la démocratie, et ce « choix européen » que le conflit avec la Russie a plutôt contribué à renforcer. Elle affirme être prête à défendre sa position en votant plutôt qu'en participant à des manifestations de rue, mais elle met au défi le pouvoir et la plupart des institutions¹.

A tous les niveaux, c'est l'absence de confiance qui s'exprime, à l'égard du chef de l'Etat, du Parlement, du gouvernement, des fonctionnaires, des cours de justice, de la Cour constitutionnelle... Les plus basses évaluations sont réservées aux systèmes judiciaire et bancaire.

Echappent à ce passage au crible les organisations bénévoles, l'Eglise et les forces armées – avec une nette préférence, au sein de ces dernières, pour les bataillons de volontaires (voir le tableau 1). La proximité et le contrôle social direct sont privilégiés, et l'on rappelle au gouvernement les aspirations de la révolution de Maïdan : le désir de justice sociale, de renouvellement des élites, l'entrée de représentants de la société civile au sein du Parlement, la fin de l'intrusion de l'oligarchie².

Car le face-à-face n'est pas équitable, Etat et société parachèvent ce qui devait être leur mue à des rythmes différents. La société a été contrainte aux changements qui ont entraîné perte de stabilité, de pouvoir d'achat, d'emplois, émigration plus ou moins choisie... Les « élites » (dirigeants ou hauts responsables) se sont de leur côté plutôt bien adaptées aux temps nouveaux, remettant leur évolution à plus tard.

¹ Institut international de sociologie de Kiev, « Socio-political situation in Ukraine », <http://www.kiis.com.ua/?lang=eng&cat=news&id=784>, diapositive 19.

² Sondage du Fonds d'initiatives démocratiques, août 2018, <https://dif.org.ua/article/za-pivroku-do-viboriv-reytingi-kandidativ-i-partiy-motivatsii-viboru-ochikuvannya-gromadyan>

Tableau 1
Degré de confiance des Ukrainiens dans les institutions publiques

	Aucune confiance	Plutôt pas confiance	Plutôt confiance	Totalement confiance	Difficile de répondre
Le Président	50,8	29,8	11,3	2,5	5,5
La Rada	54,6	31,0	9,4	0,9	4,1
Le gouvernement	50,4	30,3	12,3	1,4	5,6
L'appareil d'Etat	50,8	34,5	7,4	1,2	6,1
Les forces armées	16,9	16,9	41,7	15,5	8,9
La garde nationale	18,1	19,7	38,7	9,9	13,6
La police nationale	22,4	33,0	27,7	5,2	11,7
Les services de sécurité (SBU)	24,2	29,1	26,1	6,1	14,6
Le parquet	41,0	36,3	10,0	1,6	11,0
Le système des cours	49,6	34,7	6,0	1,7	8,0
La Cour suprême	43,2	32,0	8,5	2,1	14,3
La Cour constitutionnelle	41,5	30,4	10,5	1,8	15,9
Le bureau anticorruption (Nabu)	35,0	28,1	15,7	1,4	19,8
Le parquet spécialisé anticorruption (SAP)	34,8	29,5	12,4	1,1	22,2
L'agence prévention de la corruption (NAZK)	36,0	27,2	11,2	1,3	24,3
La nouvelle police de patrouille	21,9	27,2	30,6	4,6	15,7
Les médias ukrainiens	17,4	29,8	38,1	2,9	11,9
Les médias russes	56,6	24,9	4,6	0,6	13,3
La banque nationale d'Ukraine	40,5	35,7	12,8	1,3	9,7
La banque de commerce	44,6	35,6	9,3	1,3	9,2
Les syndicats	31,2	26,1	17,6	2,3	22,8
Les partis politiques	46,6	33,4	9,0	1,3	9,8
Les organisations civiles	15,8	21,4	38,2	5,2	19,4
Les médias occidentaux	20,4	22,6	26,6	3,1	27,3
L'Eglise	11,3	14,7	42,1	19,0	12,9
Les bataillons volontaires	14,4	17,7	38,0	12,0	18,0
Les organisations de volontaires	7,3	13,9	48,7	16,5	13,6

Source : http://razumkov.org.ua/uploads/socio/2018_06_press_release_ua.pdf (tableau simplifié). Recherche menée par le service sociologique du Centre Razumkov du 1^{er} au 6 juin 2018. 2 018 répondants âgés de 18 ans et plus ont été interrogés dans toutes les régions d'Ukraine, à l'exception de la Crimée et des territoires occupés de Donetsk et Lougansk selon un échantillon représentatif. Traduction : Annie Daubenton.

Les paradoxes qui découlent de cette asymétrie se multiplient à l'envi. La population accorde un faible crédit à l'honnêteté des suffrages à venir mais affirme vouloir y participer, elle critique les médias « achetés », « manipulés », mais recourt massivement à ces derniers pour se faire une opinion, et consulte peu les médias indépendants³ : elle remet en cause les institutions dans leur fonctionnement actuel, mais ne se retire pas du champ politique.

Parallèlement, la violence du choc avec la Russie voisine a bouleversé le processus identitaire en cours, renforçant le lien avec la citoyenneté ukrainienne et contribuant à l'affaiblissement d'une identité soviétique. Ce changement culturel et politique renforce aussi le soutien à l'indépendance, lié aux sentiments patriotiques qui se développent dans le

³ NGO Detector Media, « Main trends in media coverage of socio-political processes in Ukraine in 2014-2017 », Kiev, 2017.

pays (82 % des Ukrainiens s'estiment patriotes, 85 % à l'Ouest, 79 % au Sud, 76 % à l'Est)⁴ : une augmentation spectaculaire, en dépit du mécontentement généralisé.

Bouleversements dans le monde politique

La scène politique a profondément changé au cours de la dernière année : les forces se sont réorganisées dans la perspective des scrutins à venir. Depuis 2014, le système fonctionnait autour de deux pôles majeurs : d'un côté les partis de la coalition parlementaire (principalement le Bloc Petro Porochenko, le Front populaire de l'ancien Premier ministre Arseni Iatseniouk, la Patrie d'Ioulia Timochenko, le Parti radical d'Oleh Liachko, l'Entraide d'Andriy Sadovyi), de l'autre le Bloc d'opposition dont le poids a décru après l'annexion de la Crimée et le conflit dans le Donbass⁵. L'éclatement s'est produit dans chacun de ces ensembles.

On assiste à un effritement de l'image des personnalités ou des formations qui avaient créé la surprise en 2014, comme le parti de sensibilité chrétienne-démocrate de Sadovyi, le maire de Lviv. Le Front populaire s'autonomise, mais reste au sein de la coalition et du gouvernement (Arsen Avakov, qui en est membre, est un ministre de l'Intérieur très influent), hésitant à prendre part à la présidentielle. Ioulia Timochenko, qui a rapidement quitté la coalition et s'est ralliée un temps à l'ancien président géorgien Mikheil Saakachvili, propose désormais un « nouveau cours » économique et social, une démarche qui n'est pas exempte de populisme.

Le Bloc d'opposition, résolument orienté vers Moscou, cherche également un nouveau souffle, avec le slogan « Faire la paix ». Il se fragmente en tendances qui relèvent surtout du regroupement d'intérêts autour de figures politico-oligarchiques dominantes avec d'un côté Rinat Akhmetov, qui reste l'homme le plus riche du pays et continue de jouer sur tous les tableaux, de l'autre le groupe formé par Dmytro Firtash, Serhiy Lyovochkine et Iouri Boiko, lié à la distribution du gaz et propriétaire d'Inter, la chaîne de télévision la plus influente. Ce sont tous d'anciens membres du Parti des régions de l'ex-président Ianoukovitch. Sous les auspices de Viktor Medvedtchouk, l'éminence grise en Ukraine du président Poutine, cet ensemble se retrouve autour du candidat Iouri Boiko. Dans cet alignement, il faut également compter avec le puissant industriel du Donbass Sergei Taruta.

Si ces groupes ont perdu une partie de leurs atouts économiques avec le changement de gouvernement, ils ont conservé leur entregent politique. C'est également le cas d'Igor Kolomoiski, devenu brièvement gouverneur de la région de Dniepropetrovsk en 2014, puis contraint à démissionner avec fracas après la mise au grand jour de ses malversations financières ; ce milliardaire met depuis ses amples ressources à la disposition de nouveaux ou anciens talents, surtout ceux qui combattent Petro Porochenko.

⁴ Rating Group Ukraine, « Dynamique du sentiment patriotique chez les Ukrainiens » (en ukrainien), août 2018, http://ratinggroup.ua/research/ukraine/dinamika_patrioticheskikh_nastroeniy_ukraincev_avgust_2018.html ; Fonds d'initiatives démocratiques, « What are Ukrainians thinking about ? », https://dif.org.ua/en/article/what-are-ukrainians-thinking-about-professor-haran-explains654_uiiry

⁵ Centre Razumkov, « Ukraine's party system evolution : 1990-2017 », http://razumkov.org.ua/uploads/article/2017_PARTII_eng.pdf

Tableau 2
Sensibilités politiques de la population ukrainienne par région (en %)

	Ouest	Centre	Sud	Est
Ecologique (vert)	4,0	1,8	5,3	2,8
Communiste	0,4	1,7	2,5	2,1
Libéral	2,5	5,7	4,1	2,3
National-démocrate	27,9	12,7	13,2	13,8
National-radical	4,8	2,8	1,2	2,3
National-communiste	0,2	1,0	0,4	1,7
Position comprenant l'idée de réunir l'Ukraine à la Russie	0,6	1,0	6,6	5,4
Social-démocrate	2,5	9,7	5,3	10,1
Socialiste	0,8	2,5	4,1	6,2
Chrétien-démocrate	5,5	2,3	0,4	0,6
Autre	1,7	3,4	2,5	2,1
Aucune	9,1	8,3	9,5	12,2
Je ne m'oriente pas dans les courants politiques	21,4	28,8	19,8	20,8
Difficile de répondre	18,6	18,3	25,1	17,6
Total	100	100	100	100
Existe-t-il en Ukraine un parti qui corresponde à cette orientation ? (évolution de 2011 à 2018, en %)				
	Novembre 2011	Novembre 2014	Novembre 2016	Juin 2018
Oui	62,5	61,8	53,4	39,6
Difficile de répondre	12,1	15,3	15,4	21,8
Non	25,4	22,8	31,2	38,6
<small>Source : http://razumkov.org.ua/napriamky/sotsiologichni-doslidzhennia/preseliz-tsentru-razumkova-ideolohichni-orientatsii-hromadian-ukrainy. Sondage national mené par le service sociologique du centre Razumkov du 21 au 27 juin 2018 dans toutes les régions d'Ukraine à l'exception de la Crimée et des territoires occupés des oblasts de Donetsk et Louhansk. 2 021 répondants âgés de 18 ans et plus ont été interrogés. L'erreur théorique de l'échantillon ne dépasse pas 2,3 %. Traduction : Annie Daubenton.</small>				

Mais alors que les partis et les « leaders » se multiplient, le spectre politique rétrécit. Selon la sociologue Iryna Bekeshkina, seuls 40 % de ceux qui font part de leur orientation idéologique ou politique estiment qu'il existe en Ukraine un parti correspondant à leur choix ; 62 % souhaiteraient « un autre candidat »⁶.

Les campagnes électorales témoignent des permanences qui ont subsisté depuis que le pouvoir a changé de mains : les mêmes forces oligarchiques cofinancent les partis ou les candidatures fantômes, la publicité politique règne toujours, l'achat opportun de chaînes de télévision ou de ressources administratives perdure, des sondages sont encore commandés pour servir de marchepied aux candidats des futures législatives... Le changement trop tardif de la composition de la Commission électorale centrale, censée refléter davantage la situation politique actuelle et éloigner les forces de l'ancien régime, n'est pas non plus propre à rassurer l'électorat.

Les adhésions se font alors plutôt par défaut. La position à l'égard de la Russie est devenue un déterminant majeur du vote : les candidats proches de Moscou sont immédiatement identifiés comme tels. En première place figurent Iouri Boïko ou Vadim Rabinovitch, une

⁶ I. Bekeshkina, « We've never had this kind of existential political crisis before », <https://ukrainianweek.com/Society/216145>

proximité (et un soupçon) à laquelle n'échappent ni Ioulia Timochenko ni Petro Porochenko, héritage pour la première des accords gaziers passés avec Vladimir Poutine en janvier 2009, et pour le second de la signature des impopulaires accords de Minsk⁷.

L'argument de la guerre contribue à rendre le débat politique difficile, et inhibe les critiques de ceux qui sont soucieux de ne pas contribuer à affaiblir un Etat déjà atteint. La crise de la représentation joue dans les deux sens: la société ne se retrouve plus dans ses élus, et les politiques éprouvent des difficultés à identifier les arguments sur lesquels s'appuyer. Des aspirations contradictoires se font entendre entre ceux qui veulent construire l'Etat et ceux qui œuvrent à construire la nation, les premiers donnant priorité à la lutte contre la corruption, les autres insistant sur le renforcement de l'identité nationale et la réduction de l'influence russe⁸.

Bien élu en 2014, Porochenko a réduit l'argumentaire à « l'armée, la langue, la foi ». Il préfère mettre en avant l'engagement du pays vers l'UE et l'OTAN, plutôt que revenir sur les promesses de 2014, très ambitieuses au regard de la réalité actuelle. Le pouvoir est confronté à son propre bilan. De l'Union européenne, il a obtenu l'accord d'association et la suppression des visas de court séjour ; du Parlement, le renforcement du statut de la langue ukrainienne. Est venu s'ajouter à sa déclaration de candidature, comme un miracle, la reconnaissance par le patriarcat de Constantinople d'une église orthodoxe ukrainienne, ouvrant la voie à l'autocéphalie, le troisième pan de son slogan.

Des réformes en demi-teinte

En matière de réformes, si la plupart des experts s'accordent sur le fait que le pays en a fait davantage en quatre ans qu'en plus de vingt années d'indépendance⁹, le tableau reste mitigé.

Sous la pression des partenaires occidentaux et de la société civile, le pouvoir a initié d'importantes réformes structurelles dans le domaine de l'éducation, des soins de santé, de l'administration publique, contribuant à rendre les marchés publics plus transparents (avec l'adoption du système ProZorro pour la passation de marchés en ligne), tandis que l'ensemble des hauts fonctionnaires doivent se plier à une déclaration électronique de leurs avoirs.

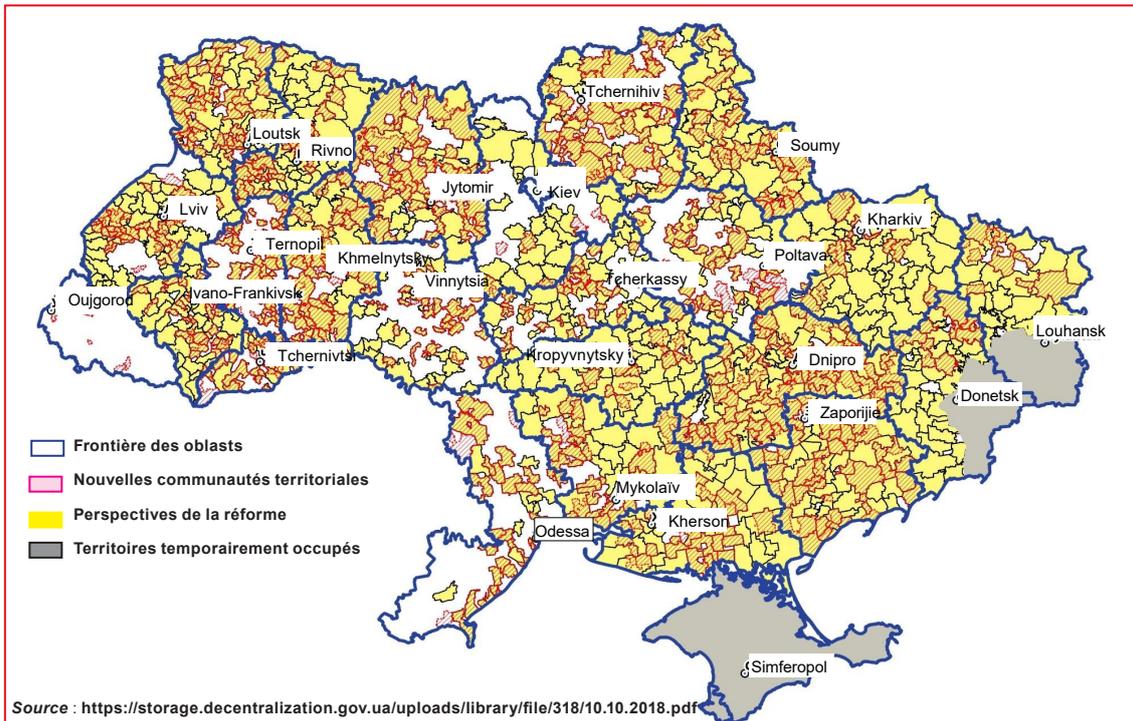
Ces avancées ont toutefois été entachées de retards, de retours en arrière ou de blocages qui trahissent les marques de l'ancien régime, les hésitations du nouveau pouvoir, la mainmise des groupes politico-oligarchiques. Ainsi, si la procureure a perdu certaines des fonctions punitives et de surveillance héritées de l'Union soviétique, elle reste un puissant instrument entre les mains de l'administration présidentielle. Les défaillances – actives ou passives – de la justice ont été dramatiquement mises en lumière lors de la série d'actions violentes contre

⁷ Institut international de sociologie de Kiev, « Dans quelle mesure la Russie est-elle intéressée à en faire le prochain président ? », <http://www.kiis.com.ua/?lang=eng&cat=reports&id=783&page=1&t=1>, diapositive 13.

⁸ B. Jarabik, T. de Waal, « Ukraine reform monitor: March 2018 », <http://carnegieendowment.org/2018/03/27/ukraine-reform-monitor-march-2018-pub-75909>

⁹ <https://prm.ua/usi-mizhnarodni-eksperti-tverdyat-shho-petro-poroshenko-zrobiv-bilshe-nizh-usi-prezidenti-ukrayini-za-24-roki-oleksandr-pashaver/>

Carte 4
Nouvelle organisation administrative de l'Ukraine



les militants de la société civile, provoquant la mort de Kateryna Handzyuk qui dénonçait la corruption de la police dans la région de Kherson.

Maintes fois exigée des partenaires occidentaux, la lutte contre la corruption de haut niveau peine également à se rendre convaincante. Les conflits entre les instances qui en ont la charge, le Bureau national anticorruption (Nabu), le parquet spécialisé dans la lutte contre la corruption (SAP) et le procureur général d'Ukraine Iouri Loutsenko, en cherchant à protéger certains hauts fonctionnaires, ont contribué à anéantir les efforts. Plusieurs exigences exprimées place Maïdan, comme le procès de l'ex-président Ianoukovitch ou l'enquête sur les victimes du centre de Kiev de février 2014, n'ont encore donné aucun résultat.

Parmi les réformes encourageantes figure celle de la décentralisation, qui a introduit un nouvel équilibre budgétaire entre le centre et les régions. Une partie des impôts reste dans les communes fusionnées, qui doivent assurer de nombreux services jusqu'alors dévolus à l'Etat central comme l'éducation, la santé ou l'entretien des routes. Les budgets de certaines communes se sont ainsi renfloués dans des proportions inédites¹⁰. Lancé en 2014 et revigoré par le Premier ministre Volodymyr Groysman qui en a fait sa priorité, le mouvement contribue à réactiver la démocratie locale, à valoriser les initiatives de terrain et donc à faire émerger de nouveaux acteurs politiques.

¹⁰ Voir G. Milbradt, « Decentralization changes how people think », <https://ukrainianweek.com/Politics/216775> et OCDE, « Maintaining the momentum of decentralisation in Ukraine », *OECD Multilevel Governance Studies*, OCDE Publishing, Paris, 2018, https://read.oecd-ilibrary.org/urban-rural-and-regional-development/maintaining-the-momentum-of-decentralisation-in-ukraine_9789264301436-en#page1

Guerre hybride, nouveaux fronts

Les menaces au pourtour du pays ont pris de nouvelles formes ou ont contribué à consolider les anciennes. Le 11 novembre 2018, des « élections » illégales se sont tenues dans les territoires du Donbass aux mains des séparatistes soutenus militairement par Moscou. De son côté, Kiev a tenté à plusieurs reprises de mettre à jour l'état exact de ses relations avec son voisin de l'Est en déclarant ces territoires « occupés par une puissance étrangère » en février 2018, puis en mettant fin par décret en décembre au traité d'amitié entre l'Ukraine et la Russie (signé en 1997).

Mais un autre conflit, d'abord latent, s'est ouvert avec la mise en service du pont de Kertch. Long de dix-huit kilomètres, il relie la Crimée au littoral russe. Or sa faible hauteur ne permet pas le passage des cargos aux normes internationales. Positionné à l'entrée de la mer d'Azov, il a d'emblée contribué à assécher le trafic avec les ports ukrainiens de Marioupol et Berdiansk. Le contrôle exercé par la Russie sur ce qui devient ainsi une enclave maritime facilite en revanche le transfert en mer d'Azov de ses bateaux lance-missiles stationnés en mer Caspienne. Moscou tente ainsi d'établir un nouvel état de fait après l'annexion en mars 2014 de la Crimée, considérant les eaux du pourtour comme ses eaux territoriales et agissant à son gré, un fait illégal au regard du droit international.

Ce conflit « caché » a éclaté au grand jour le 25 novembre 2018, quand des navires russes ont menacé et arraisonné des bateaux militaires ukrainiens. Kiev a tenté de remobiliser l'attention internationale, en déclarant l'introduction de la loi martiale sur une partie du territoire. Le traité signé en 2003 avec la Russie qui avait déclaré la mer d'Azov « eaux intérieures historiques » communes aux deux Etats s'est révélé être un piège : il prive l'Ukraine de bases juridiques pour faire appel au droit international. Malgré la tiédeur des réactions témoignant une nouvelle fois d'une certaine « fatigue occidentale » à l'égard du conflit, la situation à Kertch repose la question non résolue de la Crimée. En outre, misant sur un changement de pouvoir à Kiev, Vladimir Poutine a déclaré suspendre sa participation aux réunions en « format Normandie » jusqu'à l'élection présidentielle ukrainienne de 2019¹¹.

*

* *

L'Ukraine paye cher sa sortie de la sphère d'influence russe, d'autant qu'elle doit faire face à la nouvelle menace du gazoduc Nord Stream 2 qui pourrait contourner son territoire¹². Elle contribue toutefois à bâtir, contre vents et marées, un exemple majeur de transformation démocratique dans le monde postsoviétique.

¹¹<https://www.kommersant.ru/doc/3799870>

¹²A. Aslund, « Kremlin aggression in Ukraine : The price tag », Atlantic Council, 19 mars 2018, <https://www.jstor.org/stable/resrep16775>

Pour citer ce chapitre : Annie Daubenton, « Les échéances démocratiques en Ukraine : une société entre les réformes et la guerre », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2018/Les Etudes du CERI*, n° 241-242, février 2019 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].